

FONDATION DE ROTHSCHILD

Reconnue d'utilité publique

**76 rue de Picpus
75012 PARIS
SIREN : 775 681 091
APE : 8899B**

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE DU 1^{ER} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2023

FONDATION DE ROTHSCHILD

Reconnue d'utilité publique

76 rue de Picpus
75012 PARIS
SIREN : 775 681 091
APE : 8899B

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE DU 1^{ER} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2023

Aux membres du Conseil d'Administration,

Jégard Créatis

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Conseil d'Administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Fondation de Rothschild relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Fondation de Rothschild à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre Fondation, nous avons vérifié :

- La conformité des traitements comptables des concours publics et subventions conformément aux dispositions des règlements ANC 2018-06 et ANC 2019-04 ;
- La prise en compte dans les fonds propres des modalités définitives d'arrêté des résultats sous contrôle des tiers financeurs des exercices précédents suite aux avis rendus par les autorités administratives assurant le financement des établissements de la Fondation.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres du Conseil d'Administration.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la Direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la Fondation de Rothschild à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la Fondation de Rothschild ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre bureau le 26 avril 2024.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Fondation.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la Fondation à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Fontenay sous-bois, le 29 avril 2024

Le Commissaire aux Comptes
LEO JEGARD & ASSOCIES
Représenté par,

Franck NACCACHE
Associé

Signé numériquement par
CONNECTIVE NV - Connective
eSignatures pour le compte de
Franck NACCACHE (+33637777410)
Date : 29/04/2024 10:01:22
Signé avec le mot de passe à usage
unique envoyé par SMS : 055293



COMPTES ANNUELS



Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2023	31/12/2022
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement	436 071	436 071		147 804
Frais de R&D	565 644	470 945	94 699	189 288
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets droits similaires	1 666 399	1 121 102	545 296	667 241
Immobilisations incorporelles en cours	582 704		582 704	299 005
Avances, acomptes sur immo. incorpo.				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	378 732		378 732	378 732
Constructions	131 032 795	73 712 779	57 320 016	60 033 304
Installations tech., outillage	13 093 880	10 363 115	2 730 765	2 763 714
Immobilisations corporelles en cours	1 986 129		1 986 129	1 185 261
Avances et acomptes				12 001
Legs ou donations destinés à être cédés	371 985		371 985	152 530
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés	4 618 215		4 618 215	4 393 714
Prêts	2 170 054		2 170 054	2 081 758
Autres immo. financières	69 593		69 593	108 396
ACTIF IMMOBILISE	156 972 202	86 104 012	70 868 189	72 412 749
STOCKS				
Stocks et en-cours	205 488		205 488	215 744
CREANCES				
Usagers et comptes rattachés	9 296 574	332 808	8 963 766	7 777 607
Legs ou donations	135 225		135 225	
Autres créances	3 480 502		3 480 502	4 367 489
DIVERS				
V.M.P.	6 293 600		6 293 600	
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	9 631 518		9 631 518	23 346 332
Charges constatées d'avance	338 590		338 590	449 175
ACTIF CIRCULANT	29 381 497	332 808	29 048 688	36 156 347
Frais d'émission des emprunts				
Primes de remb. des obligations				
Ecart de conversion actif				
TOTAL GENERAL	186 353 698	86 436 821	99 916 878	108 569 096

Rubriques	31/12/2023	31/12/2022
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise	36 095 310	36 095 310
Fonds propres statutaires	19 831 794	19 831 794
Fonds propres complémentaires	16 263 516	16 263 516
Fonds propres avec droit de reprise	3 340 971	3 340 971
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires	3 340 971	3 340 971
Ecarts de réévaluation		
Réserves	13 406 253	11 969 280
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	13 406 253	11 969 280
Autres réserves		
<i>Dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlées</i>	12 316 023	11 855 340
Report à nouveau	(13 689 731)	(11 162 684)
<i>Dont RAN des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlées</i>	(4 487 492)	(4 968 664)
EXCEDENT OU DEFICIT DE L'EXERCICE	(2 435 232)	(1 102 739)
<i>Dont résultats des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlées</i>	(3 290 833)	(788 030)
Situation nette (sous-total)	36 717 571	39 140 137
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	11 026 729	11 499 062
Provisions réglementées	1 538 079	1 538 079
TOTAL 1	49 282 379	52 177 277
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations	2 678 966	2 340 034
Fonds dédiés	3 302 536	3 157 398
TOTAL 2	5 981 502	5 497 432
PROVISIONS		
Provisions pour risques	1 819 771	1 874 741
Provisions pour charges		
TOTAL 3	1 819 771	1 874 741
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	22 269 621	25 815 579
Emprunts et dettes financières divers	534 022	708 791
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 822 466	3 978 059
Dettes des legs ou donations	10 199	
Dettes fiscales et sociales	12 317 318	14 392 154
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	414 640	620 171
Autres dettes	3 421 822	3 462 729
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	43 140	42 164
TOTAL 4	42 833 227	49 019 646
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GENERAL	99 916 878	108 569 096

Rubriques	31/12/2023	31/12/2022
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations		
Ventes de biens dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de services dont parrainages	4 617 730	4 076 059
Concours publics et subventions d'exploitation	74 145 897	73 549 557
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Dons manuels	10 000	
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie	298 228	
Contributions financières	770 000	840 000
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	432 659	1 017 135
Utilisations des fonds dédiés	731 107	262 249
Autres produits	452 491	243 161
TOTAL I	81 458 112	79 988 162
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	2 896 659	2 657 653
Variation de stock	8 095	-17 389
Autres achats et charges externes	23 232 062	22 495 732
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	4 275 230	3 849 288
Salaires et traitements	32 747 258	31 256 288
Charges sociales	15 461 760	14 882 825
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	5 574 977	5 569 411
Dotations aux provisions	352 366	1 076 847
Reports en fonds dédiés	888 912	1 389 651
Autres charges	265 326	375 436
TOTAL II	85 702 645	83 535 743
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	-4 244 533	-3 547 581
PRODUITS FINANCIERS		
Produits financiers de participation		
Produits autres valeurs mobilières, créances actif immo.	335	149
Autres intérêts et produits assimilés	360 664	100 119
Reprises sur dépréciations, provisions, transferts charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de V.M.P.	224 180	
TOTAL III	585 179	100 268
CHARGES FINANCIERES		
Dotations financières amortissements, provisions		
Intérêts et charges assimilées	495 786	555 663
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de V.M.P.		
TOTAL IV	495 786	555 663
RESULTAT FINANCIER (III - IV)	89 394	-455 395
	-4 155 139	-4 002 976

Rubriques	31/12/2023	31/12/2022
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	1 232 915	2 395 766
Produits exceptionnels sur opérations en capital	764 513	688 136
Reprises sur provisions, transferts de charges		
TOTAL V	1 997 428	3 083 903
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	80 676	183 615
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	196 845	51
Dotations exceptionnelles aux amortissements, provisions		
TOTAL VI	277 521	183 666
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	1 719 907	2 900 237
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	VII	
Impôts sur les bénéfices	VIII	
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	84 040 719	83 172 333
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	86 475 951	84 275 072
EXCEDENT OU DEFICIT	-2 435 232	-1 102 739
Evaluation des contributions volontaires en nature		
Ressources		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL PRODUITS		
Emplois		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens et services		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL CHARGES		

Annexes

Règles et méthodes comptables

1. PREAMBULE

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2023, sont caractérisés par les données suivantes :

Total du bilan	99 916 878 €
Total des produits du compte de résultat	84 040 719 €
Total des charges du compte de résultat	86 475 951 €
Résultat de l'exercice :	-2 435 232 €

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les informations présentées sont celles ayant une importance significative et qui sont nécessaires à l'obtention de l'image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Fondation.

2. PRESENTATION DE LA FONDATION DE ROTHSCHILD ET DE SES ACTIVITES

Institution privée à but non lucratif, la Fondation a été déclarée d'Utilité Publique par décret du 8 avril 1886.

Sa vocation, perpétuée depuis sa création en 1852, est d'agir en faveur des personnes ayant besoin, à tous les âges de la vie, d'une prise en charge sociale, médico-sociale ou sanitaire.

La Fondation accueille et accompagne les personnes les plus vulnérables : les enfants atteints de troubles du comportement ou en difficulté sociale, les adultes en situation de handicap physique ou psychique, ainsi que les seniors et personnes du très grand âge en perte d'autonomie ou atteintes de pathologies somatiques ou cognitives.

La Fondation est composée en 2023 de 15 établissements et d'un siège social : 4 Etablissements d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (Ehpad), 2 établissements de Soins Médicaux et de Réadaptation (SMR), 1 hôpital de jour psychiatrique, 1 Maison d'Accueil Spécialisée pour adultes à troubles autistiques et psychotiques, 1 accueil pour adultes et enfants porteurs de handicap mentaux, 2 Maisons d'Enfants à Caractère Social, 1 crèche multi-accueil inclusive, 1 Lieu d'Accueil Enfants/Parents, 1 résidence services seniors, 1 Service d'Education Spécialisée et de Soins à Domicile (sessad).

3. FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

3.1. Contexte économique

- Le contexte inflationniste a nécessité des discussions et négociations avec de nombreux fournisseurs. En particulier, de nombreuses réunions ont eu lieu avec les sous-traitants de restauration des établissements afin de maîtriser les augmentations des coûts qui à ce jour n'ont été que partiellement financées.
- Les accords du Ségur de la santé ont permis à certains établissements de la Fondation de bénéficier de crédits pérennes pour le financement des revalorisations salariales de personnels et de soutien à l'investissement pour les établissements sanitaires.

Des crédits reconductibles et non reconductibles ont été alloués par les ARS d'Ile de France et des Hauts de France au titre des financements salariaux du Ségur de la Santé pour un montant de 4 437 k€.

La Fondation a comptabilisé en 2023 les montants non financés par les tutelles (allègement des charges sociales sur les bas salaires, hausse de 2.2% du SMIC, prime grand âge, mesures salariales catégorielles pour les 2 Mecs).

La prime Grand Age est en attente de versement aux salariés bénéficiaires dès que les financements par l'ARS seront perçus.

3.2. Évènements exceptionnels et importants

- MRG : un débasage par l'ARS de la dotations soins, à la suite de la fermeture de 39 lits du pôle Malka, a eu lieu pour un montant de -461 k€. Par ailleurs, une subvention au titre des Esms en difficultés dans le cadre du Fonds d'Intervention Régional (FIR) a été perçue pour un montant de 500 k€.
- Tensions sur les ressources humaines
Comme en 2022, l'année 2023 a connu des tensions toujours importantes en matière de recrutement des personnels infirmiers particulièrement et des personnels de rééducation, ainsi que pour les éducateurs spécialisés et les personnels du secteur de la petite enfance. Le recours à l'intérim a été encore très important, 49.55 ETP en 2023 contre 61.3 ETP en 2022 et 56.88 ETP en 2021.
Des négociations avec les agences d'intérim ont permis de maîtriser les taux horaires. Il en résulte un coût d'intérim en 2023 de 4 026 k€ contre de 5 225 k€ en 2022 et 2 735 k€ en 2021.
- Activité :
 - ✓ La fermeture temporaire de 39 lits du pôle Malka de la MRG depuis août 2022 a pris fin dès le premier septembre 2023. La montée en charge s'est faite en 7 semaines pour atteindre un TO de 100% à Malka 3 dès le 20 octobre 2023. Cela s'est traduit par une progression de + 1000 j d'activité.
 - ✓ La Guette n'a pas retrouvé son niveau d'activité d'avant la pandémie Covid. Les futurs résidents demandent majoritairement des chambres simples. De ce fait, les chambres doubles sont difficiles à occuper. De plus, pendant la période estivale compte tenu de la situation géographique de l'établissement, il est difficile de

trouver du personnel pour les remplacements des congés annuels. En conséquence, les admissions ont été suspendues.

- ✓ Les difficultés de recrutement de médecins n'ont pas permis à la CRAR de retrouver un niveau d'activité satisfaisant.
- ✓ Résidence Alix : Le coliving de 10 places à la résidence Alix se met en place difficilement. Actuellement, deux places sur les 10 sont occupées.
D'autre part, un appartement a été loué en 2023 après rénovation.
- ✓ Pour le multi-accueil, les difficultés de recrutement des auxiliaires de puériculture ont conduit à différer l'accroissement de la capacité d'accueil de 66 à 96 places.
- ✓ L'établissement LE REPIT a fermé le 14 novembre 2023.

- Sauvegarde de trésorerie

Afin de sauvegarder la trésorerie de la Fondation, les mesures du décret du 25 mars 2020 liées à la crise sanitaire ont permis le recours au PGE pour un montant de 6 m€. Le prêt est remboursé sur 4 ans à compter de décembre 2022. Le capital restant dû est 4 414 k€ au 31 décembre 2023.

De même, un différé de paiement des charges sociales a pu être mis en place : il subsiste une dette de 3 912 k€ à la clôture de l'exercice 2023 contre 5 070 k€ au 31 décembre 2022.

Les excédents de trésorerie ont été placés sur des instruments financiers à court terme et ont généré des intérêts à hauteur de 307 k€.

- Garantie de financement

Les 2 établissements sanitaires ex OQN, (USS et l'hôpital de jour Serge Lebovici) ne bénéficient plus en 2023 de la garantie de financement des produits de la tarification.

Une dotation globale pour l'Hôpital de jour Serge Lebovici en 2023 et 2024 est mise en place à la suite de la sécurisation budgétaire des établissements, dans le cadre de la réforme de tarification de la psychiatrie, sur la base des exercices précédents réactualisé.

L'USS, compte tenu de l'activité réalisée, a donné lieu à la constitution d'un produit à recevoir, estimé à 217 k€ au titre de 2022 représentant environ 50% de la garantie estimée. La régularisation de cette garantie de financement est intervenue en 2023 pour un montant de 332 k€ comptabilisé en produits exceptionnels.

- Plan d'Aide à l'Investissement du Quotidien

La Fondation a déposé des dossiers pour obtenir des subventions du plan d'aide à l'investissement du quotidien dans le cadre des mesures de relance économique à la suite de la crise sanitaire.

En 2023, la Fondation a perçu 358 k€ au titre des demandes 2022 et 333 k€ au titre des demandes 2021.

- Décret tertiaire

La Fondation a lancé un appel d'offres pour un contrat de performance énergétique afin de répondre aux objectifs du décret tertiaire de réduire de 40% la consommation d'énergies thermiques et électriques d'ici 2030.

La Fondation a conclu un accord d'assistance à maîtrise d'ouvrage. Les coûts engagés de ce projet sont comptabilisés au 31 décembre 2023 en immobilisations incorporelles en-cours pour 434 k€.

- Modernisation Numérique

Dans le cadre de la modernisation numérique du dossier patient/résident et des plans ESMS Numérique et H'OPEN pour lesquels la Fondation a été retenue, il a été conclu un accord d'assistance à maîtrise d'ouvrage. Les coûts engagés de ce projet sont comptabilisés au 31 décembre 2023 en immobilisations incorporelles en-cours pour 149 k€.

Par ailleurs, la Fondation a lancé un programme de rénovation de son infrastructure informatique (réseaux Wifi et Lan, switches, augmentation du débit des liens inter-sites et changement des cœurs de réseau). Les coûts engagés de ce projet sont comptabilisés au 31 décembre 2023 en immobilisations corporelles en-cours pour 634 k€.

- Recettes d'exploitation non récurrentes

- ✓ La MRG a reçu un financement au titre des ESMS en difficulté dans le cadre d'une subvention du FIR (Fonds d'Investissements Régional) de 500 k€.

- Recettes et Produits exceptionnels

- ✓ La Fondation a bénéficié de la clause de revoyure d'une contribution financière de 400 k€ relative aux difficultés financières de 2022 pour deux de ses établissements (en produits exceptionnels) et du financement par dotation en faveur des deux Maisons d'Enfants pour le financement du point indiciaire et du Ségur au titre de l'année 2022 pour un montant de total de 231 k€.

- ✓ L'USS a reçu une garantie de financement au titre de l'année 2022 supérieure à celle provisionnée dans les comptes de 2022 pour un montant de 322 k€.

3.3. Evènements postérieurs à la clôture

- Legs Ben Soussan : les actes de clôture de succession ont été signés en février 2024 conjointement avec la Fondation de France.
- Recouvrement de créances : la Fondation a gagné un procès en 1^{ère} instance envers des débiteurs pour une créance de 97 k€ passée en perte en 2022 sur la MRG.
- Electricité : pour 2024 le prix du mégawattheure passe à 73.08 € contre 171.83 € en 2023. Ceci devrait engendrer une économie globale de 450 000 € par rapport à 2023.

4. REGLES ET METHODES COMPTABLES

4.1. Principes comptables

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des

méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Les comptes de la Fondation sont établis dans le cadre des règles définies par le législateur en matière de comptabilité budgétaire sous contrôle des autorités de tarification.

Le plan comptable retenu est celui préconisé par la Fédération des Etablissements Hospitaliers d'Assistance Privée à but non lucratif, codifié par le législateur sous référence M 22. La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément au plan comptable général, règlement 2014-03 et suivants de l'Autorité de Normes Comptables (ANC) en tenant compte des dispositions réglementaires suivantes :

- du règlement ANC n°2018-06 relatif aux personnes morales de droit privé à but non lucratif tenus d'établir des comptes annuels ;
- du règlement ANC n° 2019-04 relatif aux organismes gérants des établissements sociaux et médico-sociaux ;
- de la nomenclature des comptes prévue dans l'instruction M22 et publiée dans l'arrêté du 23 décembre 2019 relatif au plan comptable applicable aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux relevant du I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, dit M22bis ;
- de la nomenclature des comptes prévue dans l'instruction comptable et budgétaire des établissements publics de santé M21 et applicable aux établissements de santé privés d'intérêt collectif (ESPIC).
- Du code de l'action sociale et des familles, CASF, pour les provisions réglementées constatées dans les établissements relevant de l'article L 312-1 du CASF ;

4.2. Changement de méthodes comptables NEANT

4.3. Dérogations aux principes comptables NEANT

5. PRINCIPALES METHODES

5.1. Agrégation des comptes annuels

La Fondation gère des établissements dont la gestion est contrôlée pour certains et d'autres dont la gestion est libre.

Ces établissements tiennent une comptabilité séparée. Afin d'obtenir les comptes annuels de l'organisme gestionnaire, une agrégation des différentes comptabilités a été effectuée.

Les opérations internes à la Fondation sont annulées. Il s'agit des créances et dettes réciproques figurant dans les comptes de liaison, des frais de services gérés en commun, correspondant aux frais de siège et des prestations réciproques.

Les résultats des établissements soumis aux autorités de contrôle ont un caractère provisoire dans l'attente de leur arrêté définitif par les organismes compétents.

Le résultat de la Fondation provient de la compensation entre les déficits de certains établissements et les excédents d'autres établissements.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. Les principales méthodes utilisées sont décrites ci-dessous.

5.2. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition et leur amortissement varie de 1 à 10 ans.

- Fonds commercial :

Le poste fonds commercial se compose de l'acquisition d'un fonds de commerce pour 300 k€ correspondant à la valeur des autorisations administratives afférentes à 30 lits et 12 places de rééducation fonctionnelle acquis au Centre Médico Chirurgical des Jockeys le 24 novembre 2004.

La durée d'utilisation du fonds commercial n'est pas limitée. Un test de dépréciation a été effectué.

La valeur vénale du fonds commercial est estimée à une valeur supérieure au coût d'acquisition.

Il n'a donc subi aucune perte de valeur et ne doit pas être déprécié.

- Autres immobilisations :

Les différents logiciels de gestion (CEGID/DIRIPS et CORWIN/OSIRIS-MEDSPHERE) sont amortis sur une durée de 10 ans.

Le site internet a fait l'objet d'un amortissement à compter du 15 décembre 2018 sur une durée de 5 ans.

Des frais d'études sont amortis sur une durée de 5 ans.

5.3. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production, à l'exception des immobilisations acquises avant le 31 décembre 1976 qui ont fait l'objet d'une réévaluation.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production des immobilisations sont inclus dans le coût de production des immobilisations (Immeuble Lamblardie) jusqu'à la mise en service des immobilisations afférentes (article 213-9-1 al. 1 du PCG).

Il convient de noter également la comptabilisation de l'immeuble Lamblardie (hors VEFA) par composants, comme suit :

Composants retenus	durée Amortissement	% composants
CVCD	20	10%
Plomberie	20	5%
Divers accessoires Gros Œuvre	60	23%
Electricité	20	8%
Gros Œuvre structure bois	60	9%
Gros œuvre maçonnerie	60	14%
Cloisons doublages	25	5%
Menuiseries intérieures	25	4%

Les durées d'amortissement pratiquées correspondent aux durées d'utilité probables.

En parallèle, les subventions d'investissement sont également retraitées en fonction de la durée moyenne d'amortissement des composants.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant la durée de vie prévue.

Les taux les plus couramment pratiqués sont les suivants en mode linéaire :

Immobilisations corporelles	durée d'amortissements
Constructions	25 à 50 ans
Construction de la Résidence Services Alix	70 ans
Construction Lamblardie	60 ans
Install. Générales, agencements, aménagements	7 à 25 ans
Matériel et outillages	7 à 10 ans
Matériel de transport	4 à 5 ans
Matériel de bureau et informatique	2 à 5 ans
Mobilier	2 à 10 ans

La valeur résiduelle des constructions amorties est considérée comme nulle dans la mesure où la Fondation n'envisage pas la cession de ces immeubles.

L'établissement LE REPIT a fermé le 14 novembre 2023. Il subsiste au bilan la subvention non amortie reçue de la Ville de Paris qui devrait être reversée pour un montant de 95 k€ ainsi que les résultats excédentaires sous contrôle du tiers financeur pour 48 k€.

Les immobilisations corporelles en cours s'élèvent au 31/12/2023 à 1 986 k€ et se décomposent de la façon suivante :

- Le projet de rénovation du réseau Lan et Wifi de la Fondation : 634 k€ ;
- Les travaux de rénovation du SSI de la MRG : 329 k€ ;
- Les travaux de transitions énergétique (décret tertiaire-façade Rina) 231 k€ ;
- Les travaux de rénovation des ascenseurs de la résidence Senior Alix 176 k€ ;
- Les travaux de déplacement du local fluide Oxygène de l'USS : 174 k€ ;
- Les travaux de la centrale de traitement d'air du bâtiment Rina 116 k€ ;

- Les travaux pour la création d'un habitat inclusif à Meaux 113 k€ ;
- Travaux divers et de mise en conformité accessibilité de la Guette : 80 k€ ;
- Les travaux d'accessibilité PMR de la Mas Myriam et Mendel Meppen 54 k€ ;
- Le projet d'acquisition de l'immeuble les Talents 50 k€ ;
- Divers autres travaux 29 k€.

Les immobilisations incorporelles en cours s'élèvent au 31/12/2023 à 583 k€ et se décomposent de la façon suivante :

- Mise en œuvre du décret tertiaire au sein des établissements : 434 k€ ;
- Mise en œuvre du programme ESMS numérique : 149 k€ ;

Ces projets sont suivis en interne et devraient aboutir en partie en 2024.

5.4. Participation et titres immobilisés, prêts et valeurs mobilières

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

La valorisation du portefeuille-titres au 31 décembre 2023 de 4 864 145 € dégagait une plus-value latente de 796 604 € qui n'a pas été réalisée.

5.5. Biens et créances reçus par legs ou donation destinés à être cédés

Les biens de 2 legs qui n'ont pas pu être vendus à la clôture de l'exercice figurent dans les immobilisations corporelles de l'actif pour 372 k€.

5.6. Stocks et en-cours

Les stocks sont valorisés au dernier prix d'achat connu.

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires à l'exception de toute valeur ajoutée.

5.7. Créances et dettes

Les créances et dettes sont valorisées à leur valeur nominale.

Il est pratiqué une provision pour dépréciation dès lors qu'il existe un risque d'irrecouvrabilité sur les créances.

5.8. Subventions d'investissement sur biens renouvelables (avec droit de reprise)

Les subventions d'investissement sont reprises au résultat au même rythme que les amortissements des biens qu'elles financent, s'il s'agit de biens amortissables.

5.9. Provisions réglementées

Les provisions réglementées figurant au bilan sont détaillées sur l'état des provisions et font partie des fonds propres au bilan. Elles sont constituées en vertu de dispositions réglementaires qui sont les suivantes :

- Couverture du besoin en fonds de roulement (article R.314-48 du CASF)
- Réserves des plus-values nettes d'actifs (articles R314-81 et R314-95 du CASF)
- pour produits financiers des ESMS

Ces provisions ont pour objet d'apporter aux établissements des financements complémentaires qui ne sont pas liés à l'exploitation.

5.10. Provisions pour risques et charges

Les provisions sont évaluées par la direction de la Fondation, après consultation de ses conseillers juridiques. Elles sont destinées à couvrir les risques et charges que des événements survenus ou en cours seraient susceptibles de générer.

Au 31/12/2023 le solde des provisions de 1 820 k€ se décompose ainsi :

• Provisions pour litiges	1 253 k€
• Provision pour risques	567 k€

5.11. Fonds dédiés

Des financements privés, contributions financières destinés à financer des investissements, précédemment enregistrés en subvention d'investissement sont reclassés en fonds dédiés. Ils sont repris au compte de résultat dans les mêmes conditions. Ce changement de classification est sans incidence sur la présentation du compte de résultat ou sur le montant du résultat de l'exercice.

Les comptes 689 « Report en fonds dédiés » et 789 « Utilisation des fonds dédiés » sont utilisés conformément aux principes comptables ; les montants des « Report en fonds dédiés » correspondent aux fonds dédiés perçus en 2023 et non consommés, les montants des « Utilisation des fonds dédiés » correspondent aux consommations réalisées en 2023 dont l'origine du fonds est antérieure.

5.12. Engagement de départs en retraite – Indemnités de fin de carrière

Le montant de l'engagement de retraite au 31 décembre 2023 est de 1 960 k€ contre 1 057 k€ au 31 décembre 2022.

Les critères retenus sont les suivants :

- Taux d'actualisation : 3.17 % contre 3.76% en 2022
- Table de mortalité : INSEE 2017-2019
- Taux d'augmentation des salaires : 3% pour les cadres et 3% pour les non cadres
- Taux de rotation du personnel : 3% pour les cadres contre 9% en 2022 et 11% pour les non cadres contre 16% en 2022
- Taux de charges sociales : 60% pour les cadres, 55% pour les non cadres
- Age de départ à la retraite : 67 ans
- Conventions collectives appliquées :
 - ☐ Hospitalisation privée à but non lucratif – CCN 31/10/1951
 - ☐ Etablissement et services pour personnes inadaptées et handicapées de 1966

Les indicateurs de taux d'actualisation et de rotation des cadres ont fait varier à la hausse le montant de l'engagement.

Selon le Procès-Verbal du Bureau du Conseil d'Administration en date du 21 décembre 2005, il existe un engagement au titre du régime spécial retraite concernant un ancien directeur général. Cette dette est couverte par une subvention annuelle.

5.13. Fiscalité

La Fondation de Rothschild étant reconnue d'utilité publique, est considérée comme une personne morale permettant de réaliser une œuvre d'intérêt général non lucrative. A ce titre, elle bénéficie du régime fiscal applicable à l'ensemble des organismes à but non lucratif, c'est-à-dire l'exonération totale des impôts commerciaux : impôts sur les sociétés, Contribution Economique Territoriale (CET), TVA. Elle est redevable uniquement de la taxe sur les salaires.

Toutefois, dans le cadre de la gestion du volume dévolu à la résidence hôtelière de l'immeuble Lamblardie, la Fondation est assujettie partiellement à la TVA pour ce secteur distinct.

5.14. Provisions pour congés payés

Les provisions ne sont pas comptabilisées dans les comptes administratifs des établissements sous gestion contrôlée mais apparaissent au bilan agrégé de la Fondation.

Certains financeurs ne veulent pas voir apparaître les provisions pour congés payés et considèrent que les provisions pour congés payés ne doivent pas être financées. Seuls le sont les congés pris.

Dans ce cas de figure, et afin de respecter les règles comptables, les provisions et charges sociales pour congés payés sont comptabilisées dans un dossier de régularisation.

5.15. Provisions pour médailles du travail

La Fondation de Rothschild ne provisionne pas le montant versé au titre des médailles du travail au vu de l'impact financier estimé non significatif.

5.16. Legs et donations

La nouvelle réglementation impose de comptabiliser les legs dès la date d'acceptation.

- Le legs LEROY a été clôturé en 2020 et enregistré dans les comptes du SIEGE GESTION PROPRE.

Il s'agit d'un legs affecté au profit de la Mas Myriam et Mendel Meppen. Il se compose d'une assurance-vie d'un montant de 562 076 € perçu en août 2018 et d'avoirs pour un montant de 290 488 €, soit un total de 852 565 €.

Ces sommes sont destinées à être affectées à la maintenance et rénovation du bâtiment en lien avec le Plan Pluriannuel d'Investissements et à l'amélioration et au remplacement des équipements.

Il reste à réaliser la vente d'objets inscrits à l'actif du bilan pour 12.5 k€

- Le legs HAMAOUY est un legs affecté au profit des Ehpad. Il s'élève à la somme estimée de 140 000 € représentant la part revenant à la Fondation de Rothschild (legs conjoint avec 4 autres légataires à titre universel). Un contrat d'assurance-vie d'un montant de 298 k€ a été perçu au cours de l'exercice 2023. Il reste à réaliser la vente du bien immobilier.
- Les Legs BEN SOUSSAN au profit de la Fondation a été comptabilisé pour un montant de 339 k€. Il reste à réaliser la vente du bien immobilier.
- Dons : le montant collecté en 2023 s'est élevé à 23.4 k€

5.17. Contributions volontaires en nature

Les contributions volontaires en nature n'étaient ni valorisées, ni comptabilisées jusqu'en 2019. L'analyse des contributions volontaires et notamment du bénévolat a été revue en application du règlement 2018-06. Leur caractère non-significatif au regard de l'importance des ressources de la Fondation a été confirmé, les seules contributions en nature étant le temps passé par les administrateurs pour la gouvernance de la Fondation.

5.18. Dotations

Conformément à la réglementation n°2009-01 du 3 décembre 2009 du CRC, la Fondation de Rothschild étant une Fondation de patrimoine avec dotation, les dotations initiales et complémentaires des établissements ont été affectées en dotation pérenne représentative d'actifs aliénables.

5.19. Information sur les rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants, bénévoles et salariés (article 20 de la loi 2006.586 du 23/5/2006 sur le volontariat associatif)

Aucune rémunération n'a été versée aux trois plus hauts cadres dirigeants (membres du bureau), ceux-ci étant tous bénévoles.

5.20. Honoraires du commissaire aux comptes

Les honoraires du commissaire aux comptes portés au compte de résultat de l'exercice ont été de 87 926 € TTC (article R123-1298 du code de commerce) et se décomposent ainsi :

- Honoraires au titre du contrôle légal des comptes annuels : 87 926 €
- Honoraires au titre des diligences directement liées à la mission de contrôle des comptes des comptes annuels : NEANT

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT	1 251 100		
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	2 210 321		312 623
Terrains	378 732		
Dont composants			
Constructions sur sol propre	96 349 370		
Constructions sur sol d'autrui	10 243 930		
Const. Install. générales, agenc., aménag.	23 002 582		1 643 684
Install. techniques, matériel et outillage ind.	6 848 679		522 852
Installations générales, agenc., aménag.	1 156 226		96 540
Matériel de transport	244 446		
Matériel de bureau, informatique, mobilier	5 221 646		411 508
Biens recus sur legs	152 530		219 455
Immobilisations corporelles en cours	1 185 261		1 476 995
Avances et acomptes	12 001		4 666
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	144 795 403		4 375 699
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations			
Autres titres immobilisés	4 393 714		1 144 676
Prêts et autres immobilisations financières	2 190 154		138 107
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	6 583 869		1 282 783
TOTAL GENERAL	154 840 692		5 971 105

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT		249 385	1 001 715	
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES		273 840	2 249 103	
Terrains			378 732	
Constructions sur sol propre			96 349 370	
Constructions sur sol d'autrui			10 243 930	
Constructions, installations générales, agenc.	206 771		24 439 495	
Installations techn., matériel et outillages ind.	393 459		6 978 071	
Installations générales, agencements divers	180 466		1 072 299	
Matériel de transport	9 388		235 058	
Matériel de bureau, informatique, mobilier	824 702		4 808 451	
Biens recus sur legs			371 985	
Immobilisations corporelles en cours	676 127		1 986 129	
Avances et acomptes	16 667			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES		2 307 580	146 863 522	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations				
Autres titres immobilisés	920 176		4 618 215	
Prêts et autres immobilisations financières	88 614		2 239 647	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES		1 008 790	6 857 862	
TOTAL GENERAL		3 839 595	156 972 202	

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Frais d'établissements et développement	914 007	126 014	133 005	907 016
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	1 244 074	141 111	264 083	1 121 102
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	2 158 081	267 125	397 088	2 028 119
Terrains				
Constructions sur sol propre	49 186 983	2 605 010		51 791 993
Constructions sur sol d'autrui	5 755 751	446 086		6 201 837
Constructions installations générales, agenc., aménag.	14 619 844	1 305 670	206 566	15 718 949
Installations techniques, matériel et outillage industriels	5 681 603	475 386	378 242	5 778 747
Installations générales, agenc. et aménag. divers	808 127	98 455	150 820	755 763
Matériel de transport	194 379	13 431	9 388	198 422
Matériel de bureau et informatique, mobilier	4 023 173	363 882	756 872	3 630 184
Emballages récupérables, divers				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	80 269 861	5 307 921	1 501 888	84 075 893
TOTAL GENERAL	82 427 942	5 575 046	1 898 976	86 104 012

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES

Rubriques	Dotations			Reprises			Mouvements amortissements fin exercice
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	

Frais établis.
Fonds Cial
Autres. INC.

INCORPOREL.

Terrains
Construct.
- sol propre
- sol autrui
- installations
Install. Tech.
Install. Gén.
Mat. Transp.
Mat bureau
Embal récup.

CORPOREL.

Acquis. titre

TOTAL

Charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentations	Dotations	Fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées	1 538 079			1 538 079
PROVISIONS REGLEMENTEES	1 538 079			1 538 079
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions, obligations similaires				
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement immobilisations				
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.				
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	1 874 740	285 162	340 132	2 203 508
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	1 874 740	285 162	340 132	2 203 508
Dépréciations immobilisations incorporelles				
Dépréciations immobilisations corporelles				
Dépréciations titres mis en équivalence				
Dépréciations titres de participation				
Dépréciations autres immobilis. financières				
Dépréciations stocks et en cours				
Dépréciations comptes clients	355 269	67 204	89 665	332 808
Autres dépréciations				
DEPRECIATIONS	355 269	67 204	89 665	332 808
TOTAL GENERAL	3 768 088	352 366	429 797	4 074 396
Dotations et reprises d'exploitation		352 366	429 797	
Dotations et reprises financières				
Dotations et reprises exceptionnelles				
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice				

Ressources	Solde au début de l'exercice	Virements de compte à compte	Augmentations de l'exercice	Diminutions de l'exercice	Solde à la fin de l'exercice
PROVISIONS REGLEMENTEES	1 538 079	-	-	-	1 538 079
Dotation fonds de roulement	1 455 722				1 455 722
Réserves plus value des cessions d'immobilisations	82 357				82 357

Situation nette	Solde au début de l'exercice	Virements de compte à compte	Augmentations de l'exercice	Diminutions de l'exercice	Solde à la fin de l'exercice
Fonds associatifs et réserves	51 405 561	-	2 365 996	929 023	52 842 534
Fonds ass sans droit de reprise	-				-
Dotation pérenne représentative d'actif inaliénable	-				-
Dotation pérenne représentative d'actif aliénable	19 831 793,84				19 831 793,84
Autres fonds propres sans droits de reprise	16 263 516,06				16 263 516,06
Legs et donations	-				-
Subv d'inv biens renouvelables	-				-
FONDS PROPRE SANS DROIT DE REPRISE	36 095 309,90	-	-	-	36 095 309,90
Apports avec droits de reprise	3 340 971,05		-		3 340 971,05
Subventions avec droit de reprise	-				-
FONDS PROPRE AVEC DROIT DE REPRISE	3 340 971,05	-	-	-	3 340 971,05
Excédent affecté à l'investissements GP	6 627 817,49	- 6 513 877,70	1 246 815,44	-	1 360 755,23
Réserve de trésorerie GC	1 869 015,92				1 869 015,92
Excédent d'investissement GC	-	6 513 877,70	-	-	6 513 877,70
Réserve de compensation GC	2 190 487,13	-	504 000,46	905 850,61	1 788 636,98
Excédent affecté en réserve de compensation.ch/amort. GC	25 695,76				25 695,76
Réserve de compensation diverses GC	1 256 263,41		615 180,52	23 172,65	1 848 271,28
RESERVES	11 969 279,71	-	2 365 996,42	929 023,26	13 406 252,87
DONT RESERVES SOUS GESTION CONTROLEE	11 855 339,92	270 525,40	1 119 180,98	929 023,26	12 316 023,04
Report à nouveau	- 11 162 684	-	507 120	3 034 167	- 13 689 731
RAN créditeur hors contrôle de tiers financeur	4 756 915,00	- 1 316 552,86	-	600 000,00	2 840 362,14
RAN débiteur hors contrôle de tiers financeur	- 10 950 934,89	-	-	1 091 665,86	- 12 042 600,75
RAN créditeur sous contrôle de tiers financeur	2 304 963,76	1 316 552,86	14 449,09	255 960,88	3 380 004,83
RAN débiteur sous contrôle de tiers financeur	- 7 273 628,17	-	492 671,04	1 086 539,79	- 7 867 496,92
					-
Résultat de l'exercice	- 1 102 739	-	4 986 025	6 318 518	- 2 435 232
Résultat excédentaire hors contrôle de tiers financeur	646 815,44	-	1 321 015,06	646 815,44	1 321 015,06
Résultat déficitaire hors contrôle de tiers financeur	- 961 525,41	-	961 525,41	465 414,51	- 465 414,51
Résultat excédentaire sous contrôle de tiers financeur	1 400 167,38	-	515 288,01	1 400 167,38	515 288,01
Résultat déficitaire sous contrôle de tiers financeur	- 2 188 196,88	-	2 188 196,88	3 806 120,74	- 3 806 120,74
Subventions d'investissement sur bien non renouvelables	11 499 062	-	496 008	968 341	11 026 729
Subventions sans droit de reprise caisses de retraite	777 705,94	-	-	75 115,65	702 590,29
Subventions sans droit de reprise organismes publics	9 934 766,00		358 051,00	493 756,94	9 799 060,06
Effort construction	1 276 624,64		137 957,00	191 618,00	1 222 963,64
Subvention inscrites au résultat	- 490 034,71			207 850,07	- 697 884,78
Autres fonds (couverture BFR, renouvel immo, réserves/+v)	1 538 079	-	-	-	1 538 079
Provision règlementée pour renouvellement d'immobilisation	1 455 721,56				1 455 721,56
Réserve plus-value des cessions d'immobilisation	82 357,02				82 357,02
TOTAL	52 177 277	0	8 355 150	11 250 049	49 282 379

Ressources	Fonds à engager au début de l'exercice (comptes 19)	Reclassement	Engagements à réaliser sur nouvelles ressources affectées (compte 689)	Utilisation en cours de l'exercice (compte 789)	Fonds restants à engager en fin d'exercice (comptes 19)	dont fonds dédiés sans dépenses au cours de 2 derniers exercices
LEGS OU DONNATION	2 340 034	-	338 932	-	2 678 966	2 340 034
SIEGE SOCIAL GESTION PROPRE	992 565		338 932		1 331 497	992 565
SIEGE SOCIAL GESTION CONTROLEE	1 347 469				1 347 469	1 347 469
FONDS DEDIES A L'INVESTISSEMENTS	1 434 242	- 10 327	632 762	539 615	1 517 062	288 113
MAISON DE RETRAITE ET GERIATRIE	435 208		206 250	305 698	335 761	75 194
LA GUETTE	539 581			19 120	520 462	20 310
MAS MYRIAM ET MENDEL MEPPEN	96 687	- 10 327	426 512	27 789	485 083	16 852
SESSAD MYRIAM DAVID	2 110				2 110	2 110
ILOT BEBES	1 100				1 100	1 100
SAINT JEAN EUDES	325 900			155 353	170 547	170 547
LE REPIT	31 656			31 656	-	
CRAR CHANTILLY	2 000				2 000	2 000
FONDS DEDIES A L'EXPLOITATION	1 343 064	- 2 340	246 150	185 138	1 401 736	761 320
MAISON DE RETRAITE ET GERIATRIE	367 390		192 000	47 190	512 200	320 200
LA GUETTE	187 228			11 172	176 056	87 753
MAS MYRIAM ET MENDEL MEPPEN	76 587	- 2 340	54 150	3 260	125 138	65 019
SESSAD MYRIAM DAVID	9 432				9 432	9 432
DIANE BENVENUTI	382 927			53 508	329 420	101 425
SAINT JEAN EUDES	311 999			70 008	241 991	169 991
CRAR CHANTILLY	7 500				7 500	7 500
AUTRES FONDS DEDIES	380 095	-	10 000	6 354	383 741	373 741
SIEGE SOCIAL	255 473		-	-	255 473	255 473
MAISON DE RETRAITE ET GERIATRIE	101 623			6 354	95 269	95 269
LA GUETTE	4 176				4 176	4 176
UNITE DE SOINS DE SUITE	2 466				2 466	2 466
MAS MYRIAM ET MENDEL MEPPEN	407				407	407
SESSAD MYRIAM DAVID	-		10 000		10 000	
MAISON D'ENFANTS GERMAINE	2 555				2 555	2 555
HOPITAL DE JOUR S. LEBOVICI	13 395				13 395	13 395
TOTAL FONDS DEDIES	5 497 433	- 12 667	1 227 844	731 107	5 981 502	3 763 207

L'écart sur les reclassements correspond pour 12 667 € à une reprise par l'ARS de CNR non consommés

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts	2 170 054	58 785	2 111 269
Autres immobilisations financières	69 593	69 593	
Clients douteux ou litigieux	371 786	371 786	
Autres créances clients	8 924 788	8 924 788	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	388 692	388 692	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux			
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices			
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	15 625	15 625	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés	154 246	154 246	
Etat, autres collectivités : créances diverses	2 274 492	2 274 492	
Groupe et associés			
Débiteurs divers	647 447	647 447	
Charges constatées d'avance	338 590	338 590	
TOTAL GENERAL	15 355 313	13 244 044	2 111 269

Montant des prêts accordés en cours d'exercice	137 957
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice	49 661
Prêts et avances consentis aux associés	

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine				
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine	22 219 020	3 571 671	11 198 161	7 449 188
Emprunts et dettes financières divers	584 621	584 621		
Fournisseurs et comptes rattachés	3 822 466	3 822 466		
Personnel et comptes rattachés	2 915 863	2 915 863		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	8 426 133	7 542 216	883 917	
Etat : impôt sur les bénéfices				
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	68 706	68 706		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	906 616	906 616		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	414 640	414 640		
Groupe et associés				
Autres dettes	3 432 021	3 432 021		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	43 140	43 140		
TOTAL GENERAL	42 833 226	23 301 960	12 082 078	7 449 188
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice	3 714 795			
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés				

Legs, donations ou assurances vie	Montants en €
PRODUITS	
Montant perçu au titre d'assurances-vie	298 228
Montant de la rubrique de produits "legs ou donations" définie à l'art. 213-9	338 932
Prix de vente des biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	
Reprise des dépréciations d'actifs reçus par legs ou donations destinés à être cédés	
Utilisation des fonds reportés liés aux legs et donations	
CHARGES	
Valeur nette comptable des biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	
Dotation aux dépréciations d'actifs reçus par legs ou donations destinés à être cédés	
Report en fonds reportés liés aux legs et donations.	338 932
TOTAL	298 228

Compte	Libellé	31/12/2023	31/12/2022	Ecart
CHARGES A PAYER				
EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES				
16880000	Intérêts courus	50 600,40	56 434,57	-5 834,17
TOTAL EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES		50 600,40	56 434,57	-5 834,17
DETTE FOURNISSEURS CPTEs RATTACH				
40800000	Fourn. factures non parvenues	745 672,02	552 373,63	193 298,39
40880000	Fourn. intérêts courus / port. négl	36 856,34	42 329,15	-5 472,81
TOTAL DETTES FOURNISSEURS CPTEs RATTACH		782 528,36	594 702,78	187 825,58
DETTE SUR IMMOBILISATIONS				
40840000	Fourn. immo factures non parvenues		56 930,41	-56 930,41
TOTAL DETTES SUR IMMOBILISATIONS			56 930,41	-56 930,41
DETTE FISCALES ET SOCIALES				
42820000	Pers. dettes provis.congés à payer	2 172 507,54	2 433 388,09	-260 880,55
42860000	Personnel : Autres charges à payer	592 812,58	921 252,10	-328 439,52
43820000	Charges soc. s/congés à payer rtt	1 253 448,35	1 417 979,66	-164 531,31
43860000	Org. sociaux autres charges à payer	309 927,94	513 680,64	-203 752,70
44820000	Charges fiscales sur congés à payer	32 046,35	32 046,35	
TOTAL DETTES FISCALES ET SOCIALES		4 360 742,76	5 318 346,84	-957 604,08
TOTAL CHARGES A PAYER		5 193 871,52	6 026 414,60	-832 543,08

Compte	Libellé	31/12/2023	31/12/2022	Ecart
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE				
48600000	Charges constatées d'avance	338 590,02	449 175,27	-110 585,25
TOTAL CHARGES CONSTATEES D'AVANCE		338 590,02	449 175,27	-110 585,25
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE				
48700000	Produits constatés d'avance	-43 139,51	-42 163,59	-975,92
TOTAL PRODUITS CONSTATES D'AVANCE		-43 139,51	-42 163,59	-975,92

Compte	Libellé	31/12/2023	31/12/2022	Ecart
PRODUITS A RECEVOIR				
CLIENTS ET COMPTES RATTACHES				
41810000	Usagers/clients produits n/facturés		221 523,74	-221 523,74
41810001	Redevables-produits à recevoir	1 256 901,18	843 658,70	413 242,48
TOTAL CLIENTS ET COMPTES RATTACHES		1 256 901,18	1 065 182,44	191 718,74
AUTRES CREANCES				
40980000	Rabais remises ristournes à obtenir	26 004,07	44 744,15	-18 740,08
42870000	Personnel : Produits à recevoir	243 385,88	346 017,06	-102 631,18
44870000	Etat produits à recevoir	745 647,66	695 430,97	50 216,69
46870000	Produits à recevoir	55 127,61	660 002,75	-604 875,14
46870020	Produits à recevoir TIKVA	80 000,00	80 000,00	
TOTAL AUTRES CREANCES		1 150 165,22	1 826 194,93	-676 029,71
BANQUES,ETABLISSEMENTS FINANCIERS				
51870000	Intérêts courus à recevoir	188 226,75		188 226,75
TOTAL BANQUES,ETABLISSEMENTS FINANCIERS		188 226,75		188 226,75
TOTAL PRODUITS A RECEVOIR		2 595 293,15	2 891 377,37	-296 084,22

RESULTAT EFFECTIF GLOBAL	Exercice 2023	Exercice 2022
RESULTAT COMPTABLE	- 2 435 232	- 1 102 740
Reprise du résultat antérieur	- 155 932	- 274 500
EXCEDENT OU DEFICIT EFFECTIF GLOBAL	- 2 591 164	- 1 377 240
Dont résultat effectif sous gestion propre	855 601	- 314 710
Siège Gestion propre	904 272	646 815
Résidence Services Séniors Alix	- 465 415	- 61 705
Ajustement des provisions	416 743	- 899 821
Dont résultat effectif sous gestion contrôlée	- 3 290 833	- 1 062 529
Siège Gestion contrôlée	- 78 198	- 168 591
MRG	- 1 614 730	- 1 133 088
La Gnette	- 317 486	- 39 993
Diane Benvenuti	- 446 333	- 55 694
St Jean Eudes	- 528 207	- 53 575
USS	- 468 142	- 23 173
Mas M. et M. Meppen	- 147 415	- 45 349
Clinique de Rééducation A. de Rothschild	220 299	521 152
Le Répit	6 075	41 802
Hopital de Jour S. Lebovici	30 976	94 029
SESSAD Myriam David	37 262	46 664
Ilôt Bébés	- 16 064	23 992
Maison d'Enfants Germaine	- 189 547	- 141 381
Maison d'Enfants Les Talents	138 336	- 56 975
Les 2 Marie	82 340	- 72 348

Etablissements	Résultat comptable 2023	Reprise résultat	Résultat administratif 2023
MRG	- 1 614 730		- 1 614 730
La Gnette	- 317 486	- 26 974	- 344 460
Diane Benvenuti	- 446 333		- 446 333
St Jean Eudes	- 528 207		- 528 207
USS	- 468 142		- 468 142
Résidence Services Séniors Alix	- 465 415		- 465 415
Mas M. et M. Meppen	- 147 415		- 147 415
Clinique de Rééducation A. de Rothschild	220 299		220 299
Le Répit	6 075		6 075
Hopital de Jour S. Lebovici	30 976		30 976
SESSAD Myriam David	37 262	- 11 320	25 942
Ilôt Bébés	- 16 064	20 729	4 666
Maison d'Enfants Germaine	- 189 547	44 875	- 144 672
Maison d'Enfants Les Talents	138 336	- 179 112	- 40 775
Les 2 Marie	82 340	- 4 131	78 209
Sous-total établissements	- 3 678 049	- 155 932	- 3 833 982
Siège Gestion contrôlée	- 78 198		- 78 198
Siège Gestion propre	904 272		904 272
Ajustement des provisions	416 743		416 743
Sous-total Siège et ajustements	1 242 817	-	1 242 817
TOTAL	- 2 435 232	- 155 932	- 2 591 164

Montant en €	2023	2022	Ecart
MRG	31 151 265	30 774 782	376 482
LA GUETTE	6 139 387	6 855 738	-716 351
DIANE BENVENUTI	4 436 972	4 536 993	-100 021
SAINT JEAN EUDES	4 337 310	4 211 767	125 543
USS	4 722 809	4 924 048	-201 239
CRAR CHANTILLY	9 165 581	8 997 853	167 728
RESIDENCE SENIORS ALIX *	16 024	16 024	0
Total étabt pour pers. âgées	59 969 347	60 317 205	- 347 857

HOPITAL DE JOUR S.LEBOVICI	1 640 139	1 612 855	27 284
SESSAD MYRIAM DAVID	1 032 005	984 144	47 861
MYRIAM et MENDEL MEPPEN	4 407 083	3 853 349	553 734
LE REPIT	796 238,71	657 371,00	138 868
Total étabt pour pers. Handicapées	7 875 465	7 107 719	767 746

ILOT BEBES			0
MAISON D'ENFANTS GERMAINE	1 994 600	2 107 846	-113 246
MAISON D'ENFANTS LES TALENTS	2 495 339	2 477 387	17 952
LES 2 MARIE **		9 456	-9 456
Total étabt enfance	4 489 939	4 594 689	- 104 750

Total produits de la tarification	72 334 751	72 019 613	315 138
--	-------------------	-------------------	----------------

* les recettes de la résidence Alix sont pour l'essentiel des loyers, à l'exception des recettes pour 2 résidents à l'aide sociale

** les recettes de la crèche Les 2 Marie sont des compensation liées à la fermeture de l'établissement due au covid.

Financements publics	Union Européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Total
Concours publics	-	36 742 753,00	17 368 951,00	691 493,00	54 803 197,00
Subventions d'exploitation	12 210,00	1 038 309,00	734 852,00	102 798,00	1 888 169,00
Subvention d'investissements	345 841,00				345 841,00
Total	358 051,00	37 781 062,00	18 103 803,00	794 291,00	57 037 207,00

POSTES	Capitaux à l'origine	Nombre d'annuités restantes	Annuités moyennes hors intérêts	Capitaux restant dus
<u>1° GARANTIES ACCORDEES</u>				
- Promesse hypothécaire conventionnelle de 1er rang sans concurrence à hauteur de 14 000 000 € sur le terrain sis à Gouvieux cadastré section D n° 615P à 624P et 635 à 637 jusqu'au 27 mars 2027 (dernière échéance 27 décembre 2028)	14 000 000	5,00	725 984	3 629 918
- Affectation et hypothèque de 1er rang au profit de la Caisse d'Epargne et de prévoyance Ile de France du volume 1 de l'ensemble immobilier à construire au 13bis à 17 rue Lamblardie à Paris 12ème en garantie du prêt A75171C6/C422560 d'un montant de 1 100 000 €.	1 100 000	11,75	73 951	868 991
- Affectation et hypothèque de 1er rang au profit du Crédit Coopératif, et de la Caisse d'Epargne et de prévoyance Ile de France et de la Caisse régionale du Crédit Agricole Ile de France du volume 2, 4, 5, 6, 7 et 8 de l'ensemble immobilier à construire au 13bis à 17 rue Lamblardie à Paris 12ème prêt Caisse d'Epargne n°A75171CA/C422559 d'un montant de 4 284 500 € prêt Crédit Coopératif d'un montant de 4 284 500 € prêt Crédit Agricole d'un montant de 4 531 000 € maximum	13 100 000	11,33	889 090	10 076 350
- Nantissement de compte titre financier à hauteur de 21 807,50 € (prêt du Crédit Coopératif du projet Lamblardie)				
- Cession de créance non notifiée en garantie des prêts du projet Lamblardie pour les 3 organismes prêteurs - Nantissement de compte titre financier détenu à la RMM à hauteur de 700 000 € (prêt du Crédit Agricole Ile de France pour le financement du fonds de roulement LES TALENTS)	1 400 000	6,75	142 806	963 943
POSTES	Capitaux à l'origine	Nombre d'annuités restantes	Annuités hors intérêts	
<u>2° GARANTIES RECUES</u>				
- La ville de PARIS a accordé sa garantie (convention n° 106088 du septembre 2002) pour deux emprunts contractés : - au Crédit Foncier de France pour un montant de 2 027 571 euros sur 20 ans (taux fixe : 5,85 %) contrat n° : 7227421S en date du 16 juillet 2002	2 027 571	0,75	167 726	125 795
- Garantie reçue du Conseil Général du Val-de-Marne à hauteur de 100% du prêt de 1 300 000 euros obtenu auprès du Crédit Coopératif pour les travaux d'extension et de réaménagement de la Maison d'enfants de NOGENT : * contrat n° : 05050881 sur 20 ans (taux : 3,45 %) du 22 septembre 2006	1 300 000	2,75	87 666	241 080
- Garantie reçue de la commune de Chevilly Larue à hauteur de 100% du prêt de 2 627 000 euros obtenu auprès de la CDC pour les travaux d'extension et de réhabilitation de l'Ehpad St Jean Eudes * contrat n° : 1135971 sur 25 ans amortissement constant trimestriel (taux : 3,33 %) du 2 juillet 2009	2 627 000	12,75	108 548	1 383 985
- Prêt Garantie par l'Etat dans le cadre des mesures liées à la crise sanitaire de la COVID19 (décret du 20/03/2020)	6 000 000	3,92	1 126 076	4 414 217
<u>3° LEGS et DONATION</u>				
Le Legs Gayed HAMAOUÏ est comptabilisé dans les comptes au 31 décembre 2021. Les actes de successions ont été signés le 3 JUIN 2022. Le legs BEN SOUSSAN est comptabilisé dans les comptes au 31 décembre 2023. Les actes de successions ont été signés le 26 février 2024. Ces deux legs comprennent des biens immobiliers à vendre, les démarches seront entreprises en 2024.				
<u>4° AUTRES ENGAGEMENTS</u>				
POSTES	Montant de l'acquisition TTC	Nombre d'échéances restantes	Mensualité TTC	Cumul mensualités TTC
N / A				

Effectifs salariés en nombre **présents** au 31 décembre et en Equivalent Temps Plein (ETP)

Etablissements	2023		2022	
	Total EFFECTIFS	Total des ETP	Total EFFECTIFS	Total des ETP
101 SIEGE SOCIAL	21	18,87	21	20,29
102 MAISON DE RETRAITE ET DE GERIATRIE	318	321,26	323	317,44
103 RESIDENCE LA GUETTE	63	70,80	65	62,30
104 UNITE DE SOINS DE SUITE	46	61,06	49	48,30
105 RESIDENCE SENIORS ALIX	7	4,49	6	5,85
106 M.A.S. MYRIAM ET MENDEL MEPPEN	44	43,22	44	42,50
107 SESSAD CENTRE M. DAVID	10	7,75	10	6,76
108 MAISON D'ENFANTS GERMAINE	32	23,15	31	28,76
109 HOPITAL DE JOUR S. LEBOVICI	24	19,68	24	18,60
110 L'ILOT BEBES	7	3,97	6	3,01
111 RESIDENCE DIANE BENVENUTI	54	54,35	52	49,54
115 MAISON D'ENFANTS LES TALENTS	14	10,60	13	12,50
116 RESIDENCE SAINT JEAN EUDES	40	49,03	39	38,20
118 LES 2 MARIE	22	19,36	20	18,80
119 LE REPIT	-	5,85	9	6,40
206 CENTRE DE READAPTATION A. DE ROTHSCHILD	92	90,94	86	80,57
Total général	794	804,38	798	759,82

Le résultat financier de l'exercice présente un excédent de 89 k€ contre un déficit de 455 k€ en 2022 et s'analyse de la façon suivante :

Rubriques	31/12/2023	31/12/2022
PRODUITS FINANCIERS		
Produits financiers de participation		
Produits autres valeurs mobilières, créances actif immo.	335	149
Autres intérêts et produits assimilés	360 664	100 119
Reprises sur dépréciations, provisions, transferts charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de V.M.P.	224 180	
TOTAL III	585 179	100 268
CHARGES FINANCIERES		
Dotations financières amortissements, provisions		
Intérêts et charges assimilées	495 786	555 663
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de V.M.P.		
TOTAL IV	495 786	555 663
RESULTAT FINANCIER	89 394	(455 395)

- Les autres intérêts et produits correspondent à des ajustements sur le remboursement des prêts « effort construction » pour 53 k€ et des intérêts sur placements pour 307 k€, issus des placements sur des livrets et comptes à termes des excédents de trésorerie.

- Des cessions de titres (aller/retour) détenues dans le portefeuille-titre ont permis de dégager des plus-values à hauteur de 224 k€. Le portefeuille titres dégage une plus-value latente de 797 k€ à la clôture de l'exercice.

- Les intérêts et charges correspondent aux intérêts des différents emprunts pour 496 k€ contre 555 k€ en 2022.

Le résultat exceptionnel excédentaire de 1 719 k€ de l'exercice et s'analyse de la façon suivante :

Rubriques	31/12/2023	31/12/2022
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	1 232 915	2 395 766
Produits exceptionnels sur opérations en capital	764 513	688 136
Reprises sur provisions, transferts de charges		
TOTAL V	1 997 428	3 083 903
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	80 676	183 615
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	196 845	51
Dotations exceptionnelles aux amortissements, provisions		
TOTAL VI	277 521	183 666
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	1 719 907	2 900 237

- Pour mémoire, en 2022, les produits et charges exceptionnels sur opération de gestion concernaient essentiellement des compléments de financements de l'ARS pour 1 568 k€ et une contribution financière d'un organisme privé pour 600 k€.
- En 2023, les produits exceptionnels concernent :
 - une contribution financière d'un organisme privé au titre des déficits 2022 de 2 établissements pour 400 k€,
 - des compléments de financements au titre de 2022 pour 436 k€ (régularisation point indiciaire et Ségur),
 - une régularisation de la garantie de financement de 2022 pour 332 k€
 - diverses régularisations pour 64 k€.
- Les produits exceptionnels sur opération en capital concernent l'amortissement des subventions rapportées au résultat de l'exercice pour 764 k€.
- Les charges exceptionnelles sur opérations de gestion concernent :
 - une indemnité pour un ancien litige pour 48.2 k€,
 - une indemnité pour rupture anticipée du bail à la suite de la fermeture de Répit pour 31k€,
 - une indemnité client pour 1.2 k€.
 -
- Les charges exceptionnelles sur opérations en capital concernent les valeurs nettes comptables des immobilisations à la suite de la fermeture du Répit.